

## Moix, Campion, Zemmour et Cie : ces polémiques qui nous font basculer dans un monde virtuel



De Françoise Nyssen qui dénonce les propos homophobes de Marcel Campion à Gérard Colomb qui dénonce la récente charge de Yann Moix contre la police, ces derniers temps les invectives et les indignations vont bon train.

Avec Bertrand  
Vergely

### **Atlantico : Au-delà du caractère douteux voire insultant des propos tenus, que traduisent les réactions politiques qu'ils entraînent ?**

**Bertrand Vergely** : Dans cette affaire, il convient de distinguer les propos qui sont tenus et la façon dont le politique entend y faire face.

Les propos qui sont tenus sont inadmissibles, insultants et bêtes et le politique a raison de les dénoncer. En outre, il va de soi que le politique ne peut pas laisser s'installer sur les ondes et sur les écrans des manières de parler dépourvues de toute manière et transformant le débat politique en un échange d'insultes. Imaginons qu'il ne réagisse pas, l'indignation serait grande et ferait de lui le complice de ceux qui profèrent des insultes. Dans ces conditions, qu'il épingle comme inacceptables certains propos est justifié et qu'il sévisse par voie de justice afin de ne pas laisser s'installer un climat délétère est également justifié. Un problème se pose toutefois.

On devrait être satisfait et remercier le politique pour ses réactions et son action. Or, tel n'est pas le cas. Bien que le politique réagisse en faisant ce qui convient, personne n'est satisfait et il y a même un malaise. Cinq raisons expliquent un tel malaise.

- D'abord la censure. Qu'on le veuille ou non, condamner des propos et poursuivre en justice ceux qui les tiennent afin qu'ils soient condamnés pénalement c'est établir une censure. Et établir une censure c'est toujours diminuer la liberté et accroître le pouvoir qui opprime.
- Ensuite, l'ordre moral. Censurer, c'est établir un ordre moral et moralisateur bien pensant avec d'un côté ce que l'on a le droit de dire et qu'il faut d'ire et d'un autre ce qu'on n'a pas le droit de dire et qu'il ne faut pas dire. C'est par là même mettre en place une police de la pensée et des discours. C'est créer une inquisition.
- L'arbitraire. Où commence l'injure ? On ne sait. D'où l'idée que cette détermination est souvent arbitraire et guidée par l'intérêt du plus puissant.
- La manipulation. À la suite de la Shoah, les propos antisémites sont considérés comme des délits et non des opinions. Aujourd'hui, quand une minorité veut prendre du pouvoir et ainsi s'imposer, afin de se garantir contre toute crique, celle-ci use et abuse de la confusion entre opinion et délit en réactivant à cette occasion le spectre de la Shoah. Ce qui crée un climat malsain et angoissant.
- Le coup politique. Pour ne pas avoir d'ennuis avec ces minorités souvent très organisées, très influentes et très décidées, dès que celles-ci font l'objet d'une critique publique, le politique ne manque pas de prendre leur défense en s'indignant haut et fort. Cette

---

indignation s'avère payante. Donnant l'impression de défendre les opprimés, le politique ne peut qu'apparaître sous un jour favorable.

Quand on parle en public, on ne peut pas dire n'importe quoi sur n'importe qui n'importe comment. D'où l'intérêt de poser des limites. Toutefois, il y a beaucoup d'hypocrisie derrière les indignations auxquelles nous assistons. Ceux qui censurent aujourd'hui sont souvent les mêmes qui s'élèvent contre toute censure. Ceux qui pratiquent une police de la pensée ainsi que des discours sont également souvent les mêmes que ceux qui s'élèvent contre toute police de la pensée ainsi que des discours. Ceux qui pratiquent enfin manipulation et coup politique sont les mêmes qui s'élèvent contre. D'où un climat un peu glauque. En apparence il est question de sujets nobles, le respect, la dignité, l'expression. En réalité, ces valeurs sont détournées par des arrière-pensées politiques.

Il y a quelques années, lors d'un spectacle, l'humoriste Guy Bedos a traité Nadine Morano, alors ministre, de « grosse connasse. » Portant l'affaire en justice, Nadine Morano a été déboutée et Guy Bedos blanchi, sous prétexte qu'il s'agissait d'humour. Il y a quelques années toujours, à la suite d'une réunion publique, Nicolas Sarkozy a poursuivi en justice pour insulte au chef de l'État un porteur de pancarte avec marque dessus « Casse toi pauvre con ». L'affaire allant jusqu'à la cour européenne, Nicolas Sarkozy a été débouté à la suite de sa plainte sous prétexte que dans une démocratie on doit avoir le droit d'insulter le chef de l'État. Ces deux incidents sont révélateurs. En matière d'insulte, tout le monde n'est pas logé à la même enseigne. La couleur politique fait qu'on a droit à l'indignation et à la justice ou pas.

## **Le gouvernement en pensant que condamner suffit à gérer la situation, ne tombe-t-il pas dans un piège ?**

Le gouvernement dans ces récentes affaires de petites phrases appelant des indignations publiques est tombé dans un piège et, lui-même a actionné un piège.

Aujourd'hui, quand elles veulent prendre le pouvoir, les minorités manipulent la tolérance. Cette manipulation agit en trois temps. Premier temps, la minorité provoque et fait tout pour susciter de vives réactions à ses provocations. Deuxième temps, étant insultée elle crie à la persécution. Troisième temps, pour ne pas être taxé de non assistance à minorité en danger le politique est obligé d'intervenir et de défendre cette minorité. Si bien que celle-ci a gagné. Mettant le politique de son côté elle a eu ce qu'elle voulait : prendre le pouvoir. Constatons le, c'est ce qui s'est passé et ce qui se passe. En volant au secours des minorités insultées, le gouvernement se fait manipuler par elles. Mais il manipule également en récupérant habilement les indignations.

Si les minorités ont besoin du politique le politique a besoin des minorités. Aujourd'hui, en politique, il n'y a plus d'idées ni d'idéaux. Ce qui est problématique. Quand on veut prendre le pouvoir, il faut bien proposer quelque chose et pour proposer quelque chose il faut bien avoir un idéal. Comment faire quand il n'y en a plus ? Il existe une solution toute trouvée : enfourcher le cheval de la morale et se faire le défenseur des minorités opprimées. Devenant leur défenseur, on est sûr d'apparaître comme celui qui a une morale, des valeurs, un idéal. On est sûr d'apparaître comme ayant des valeurs, une morale, un idéal et des idées.

Le gouvernement en cette affaire est donc manipulé, mais il est aussi manipulateur. Il y a toutefois un troisième élément manipulateur dont il convient de parler. Il s'agit de la scène médiatique. La société dans laquelle nous vivons est une immense scène de théâtre, ne l'oublions jamais. Ce sont les médias qui créent cette scène en filmant et en enregistrant. Résultat : quand on est dans le champ politique on ne peut pas ne pas faire ce que le théâtre exige. Les minorités l'ont parfaitement compris. Pour apparaître sur la scène médiatique que font-elles ? Elles provoquent. Filmées, enregistrées, elles acquièrent ainsi une existence théâtrale en devenant théâtralement légitimes. Et, pour ne pas être en reste et acquérir lui aussi une existence et une légitimité théâtrale que fait le politique ? Il montre qu'il vole au secours des minorités opprimées. Autrement dit, dans ces affaires d'insulte, d'indignation, de procès, qui mène la danse ? Les minorités ? Le politique ? Non. Le théâtre, la mise en scène, le jeu, la comédie généralisée. Les médias ayant besoin de comédie, d'acteurs et de jeu, afin d'avoir une existence médiatique et théâtrale tout le monde joue à être ce qu'il est. Les minorités jouent à être des minorités opprimées et le politique joue à être le politique qui intervient tandis que que les médias jouent à filmer, à enregistrer tout ce jeu.

## **Condamner comme le fait le gouvernement n'est-il pas un aveu d'impuissance en remplaçant la politique par le commentaire ?**

La position du politique à l'égard du pouvoir est double.

D'un côté, il est vrai qu'il est impuissant. En condamnant comme il le fait, il fait ce que les médias et la société lui disent de faire. Ne pouvant pas ne pas réagir sous peine d'apparaître comme pratiquant un silence complice, il réagit et condamne. Mais, en réagissant et en condamnant il fait de la surenchère. Et, en cela, il n'est pas si impuissant que cela.

Chaque jour, il se dit quantité d'âneries. Quand quelqu'un se met à les relever toutes, il lui est demandé très justement pourquoi il les relève. En les relevant il les fait exister. On peut avoir un intérêt à relever des âneries. Cet intérêt est triple. D'abord, être intelligent à peu de frais. Quand quelqu'un dit une ânerie, il n'est guère difficile de paraître intelligent en la relevant et en la dénonçant. Ayant vu la bêtise et la faisant voir on donne l'impression d'être intelligent. D'où, deuxième élément important, le paraître. Pour paraître sur la scène médiatique il faut être un personnage et pour être un personnage il faut représenter quelque chose et jouer un rôle. Quand on se met à dénoncer la bêtise humaine, endossant le costume du redresseur de torts on acquiert une posture médiatique et théâtrale forte. Enfin, troisième éléments et non des moindres, la parole. Dénoncer, s'indigner, traîner en justice, poursuivre, permet de parler, d'activer le discours, de prendre la parole le pouvoir sur la parole et ainsi de faire parler de soi. Le politique qui est habile le sait et il en joue.

---

Quand Louis XIV a voulu paralyser les nobles il les a fait venir à Versailles et leur a fait jouer une pièce de théâtre appelée la cour. Devenant une comédie, la noblesse a ainsi perdu toute force. Pour paralyser le politique, les medias et le politique lui-même transforment le politique en une comédie. On pourrait désespérer. Il y a une lueur d'espoir toutefois. On sent monter une lassitude. La valse des petites phrases s'essouffle. Ayant perdu de sa nouveauté, elle se révèle de moins en moins efficace. Au point que les medias et le politique qui l'ont eux-mêmes installé n'y croient plus ou de moins en moins. Ce déclin d'intérêt est peut-être le signe d'un progrès à venir.